

## CONSIGNES

1. Découpe les vignettes.
2. A l'aide du texte «Un peu d'histoire», complète les étiquettes **MOYEN-ÂGE (France), ROME, BASSE EGYPTTE, CRÈTE et ATHÈNES**. Cherche aussi la date de création de l'U.S.E.P. en utilisant d'autres documents ou internet.
3. Range les étiquettes dans l'ordre chronologique puis colle-les dans ton cahier d'histoire.
4. Maintenant, entoure en rouge les dates qui interdisent ou limitent le droit d'association en France.
5. En t'aidant de la frise chronologique de ta classe et des documents de la BCD, indique, lorsque tu le peux, à côté de chacune des dates entourées en rouge, les événements marquants de la période concernée.

Que constates-tu ?

A quoi correspondent ces périodes ?

*Discutons-en*

- Choisis ce qui te paraît le plus important pour la liberté d'association (vignettes).
- Présente tes choix à la classe et explique ces choix ?
- Place-les sur la frise chronologique de ta classe.

## VIGNETTES

**1971** - Par décision du 16 juillet 1971, le Conseil constitutionnel fait de la liberté d'association un principe constitutionnel.

**1834** - (10 avril) - article 291 " Loi d'inquiétude ".  
Nulle association.....  
ne pourra se former  
qu'avec l'accord du  
gouvernement .....

« **La crête** » .....  
.....  
.....  
.....  
.....

**1871** - Chute de l'Empire.  
Les députés Tolain, Locroy  
et autres, déposent une  
proposition de loi tendant  
à l'abrogation de toute  
léislation restrictive de  
liberté d'association.

**1848** (28 juillet) - Les  
sociétés secrètes sont  
interdites.

**1990** - La convention des  
Nations unies relative aux  
droits de l'enfant consacre  
la liberté d'association  
des mineurs – article 15  
du 6 septembre 1990.

**1999** - Cour européenne des  
droits de l'Homme de  
Strasbourg : la décision du 29  
avril 1999 relative à la liberté  
d'association et à la loi Verdeille,  
condamne toute adhésion  
associative obligatoire.

**1884** (21 mars) - Loi  
Waldeck ROUSSEAU sur  
la liberté syndicale.

**1948** - La déclaration univer-  
selle des droits de l'Homme  
adoptée par l'assemblée  
générale des Nations unies  
proclame uni-versellement le  
droit de s'associer librement,  
New-York, 10 décembre 1948.

**CHARTRE DE LA MUTUALITÉ**  
**1898** - Loi Waldeck-  
Rousseau relative aux  
sociétés de secours  
mutuels, 1er avril 1898.

**1881** (29 juillet) - Loi sur  
la liberté de la presse.

**1881** - (30 juin) - article  
1er - Les réunions  
publiques sont libres.  
Elles peuvent avoir lieu  
sans autorisation préa-  
lable.

**1981** - La loi du 9 octobre  
1981 abroge les discrimina-  
tions à l'encontre des étrangers  
introduites par la loi de 1939 et  
rétablit ainsi la liberté  
d'association dans sa plénitude  
de principe et sa généralité.

**1791** - La loi Le Chapelier  
interdit tout rassemblement,  
corporation ou association  
d'ouvriers et artisans de  
même état et profession -  
14/17 juin 1791.

**1790** - La Révolution de 1789  
reconnaît pour la première  
fois le droit d'association : la  
loi du 21 août 1790 reconnaît  
aux citoyens le droit de se  
rassembler et de former entre  
eux des sociétés libres.

« **Rome** » .....  
.....  
.....  
.....  
.....

**1872** - (14 mars) - Les  
associations internationales  
de travailleurs ayant pour  
but de provoquer la suspen-  
sion du travail, l'abolition du  
droit de propriété, de la  
religion, ... sont interdites.

**1901** - Loi Waldeck-  
Rousseau du 1er juillet  
1901 relative au contrat  
d'association, publiée au  
J.O. le 2 juillet 1901.

..... Création  
de l'Union Sportive de  
l'Enseignement Primaire  
U.S.E.P.

« **Athènes** » .....  
.....  
.....  
.....  
.....

**1852** - (25 mars) -  
Interdiction des sociétés  
secrètes et suppression  
de la liberté d'association  
et de la liberté de réunion.

**1966** - L'article 22 du Pacte  
relatif aux droits civils et  
politiques, texte international  
de portée contraignante pour  
les Etats signataires, garantit  
le droit de s'associer  
librement, 16 décembre 1966.

**1848** - La Révolution de 48  
consacre une liberté d'asso-  
ciation éphémère : l'article 8 de  
la Constitution du 4 novembre  
1848 proclame le droit de  
s'associer et s'assembler  
paisiblement et sans armes.

**1950** - L'article 11 de la  
convention européenne de  
sauvegarde des droits de  
l'Homme et des libertés  
fondamentales consacre la  
liberté de réunion et  
d'association.

**1867** - Autorisation des  
réunions publiques  
(coopératives, sociétés  
ouvrières...).

**Moyen-Age (en France) :**  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

« **Basse Egypte** » .....  
.....  
.....  
.....  
.....

## UN PEU D'HISTOIRE

**Définition : association :** [du latin socius = allié, compagnon]  
groupement de personnes réunies dans un intérêt commun  
(Larousse).

*de la même famille*

**social :** qui concerne la société humaine, l'organisation de  
la société humaine.

La société humaine s'est toujours efforcée de s'organiser, et on peut considérer que la première association est la famille, le clan, la tribu, la nation. Mais justement le mot association n'est pas pris dans ce sens mais dans celui de regroupement d'individus qui ne sont pas de la même famille, ni même obligatoirement de la même nation mais unis par un intérêt commun, formant ainsi une société.

C'est ainsi qu'en Basse Egypte, les tailleurs de pierre avaient créé des sociétés de secours mutuel en prévision des accidents, que les Crétois formaient des associations dont les membres pratiquaient entre eux le soutien dans les affaires judiciaires, qu'à Athènes, des associations se réunissaient pour parler de philosophie autour d'un banquet ; d'autres alimentaient par des cotisations des caisses destinées à donner des secours à ceux qui étaient atteints par une adversité quelconque, qu'à Rome, la loi des XII Tables fut la première à réglementer les associations en leur conférant une personnalité juridique. Nul n'ignore qu'en France, au Moyen Age se sont développées les corporations (associations de métiers) et confréries (associations religieuses). Ainsi existaient déjà au Moyen Age des associations de professeurs.

Mais ces regroupements ont créé un pouvoir, ou plutôt un contre-pouvoir dont certains ont pu s'émouvoir jusqu'à tenter de l'anéantir en supprimant le droit d'association. De tous temps, les gouvernements successifs ont tour à tour supprimé puis rétabli le droit d'association. Par exemple à Rome

- -64 : dissolution des sodalitia ;
- -59 : rétablissement des sodalitia ;
- -56 : suppression des sodalitia.

Bien sûr, l'interdiction n'empêche pas les individus de se regrouper et de reconstituer des associations de manière plus ou moins clandestine, plus ou moins tolérée...